

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 décembre 2005

PROJET DE LOI
portant des dispositions diverses

AMENDEMENT

déposé en commission
de l'Intérieur

(Avis du Conseil d'État n°39.280/1)

N° 1 DU GOUVERNEMENT

Art. 179

Insérer un titre XVI, rédigé comme suit:

«Titre XVI – E-gov

«Art. 179. — § 1^{er}. Un paquet utilisant l'appellation «Internet pour tous» ne sera agréé qu'aux fins reprises à l'article 178bis du titre XV pour autant que le vendeur prouve que le paquet se compose des éléments mentionnés au § 2 et répond aux conditions, normes et exigences conformément au § 3.

§ 2. Chaque paquet se compose au moins des éléments suivants:

– un ordinateur avec lecteur de carte permettant d'utiliser la carte d'identité électronique;

Documents précédents :

Doc 51 **2098/ (2005/2006)** :

001 : Projet de loi portant des dispositions diverses.
002 à 009 : Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 december 2005

WETSONTWERP
houdende diverse bepalingen

AMENDEMENT

ingediend in de commissie voor de
Binnenlandse Zaken

(Advies van de Raad van State nr. 39.280/1)

Nr. 1 VAN DE REGERING

Art. 179

Een titel XVI invoegen, luidend als volgt:

«Titel XVI – E-gov

«Art. 179. — § 1. Een pakket onder de benaming «Internet voor iedereen» wordt slechts voor de in artikel 178bis van titel XV omschreven doeleinden erkend voor zover door de verkoper wordt aangetoond dat het is samengesteld uit de in § 2 opgesomde elementen en voldoet aan de voorwaarden, normen en vereisten overeenkomstig § 3.

§ 2. Elk pakket bestaat uit minstens de volgende onderdelen:

– een computer met kaartlezer waarmee de elektronische identiteitskaart kan worden gebruikt;

Voorgaande documenten :

Doc 51 **2098/ (2005/2006)** :

001 : Wetsontwerp houdende diverse bepalingen.
002 tot 009 : Amendementen.

– un software de base, comprenant notamment au minimum un système d'exploitation, un navigateur Internet, une suite bureautique et un logiciel de sécurisation conformément aux dispositions de l'article 114, alinéa 2, de la loi du 5 juillet 2005 relative aux communications électroniques;

– une connexion à un réseau à large bande, y compris un abonnement de 12 mois;

– une formation de base relative à l'utilisation de l'ordinateur et d'Internet.

§3. Le Roi détermine par arrêté avec annexes délibéré en Conseil des ministres:

1° les conditions d'agrément détaillées ainsi que les normes techniques et exigences de qualité détaillées pour chacune des composantes visées au § 2;

2° la procédure à suivre pour l'obtention et le maintien de l'agrément visée au §1, y compris les dispositions de contrôle;

3° les conséquences de l'agrément.

«Art. 180. — En vue de l'application du crédit d'impôt défini à l'article 178ter du titre XV et par dérogation aux autres dispositions légales, le vendeur d'un paquet «Internet pour tous» agréé est autorisé à commercialiser, vendre et proposer un paquet se composant des éléments repris à l'article 2, § 2.»

JUSTIFICATION

De plus en plus de gens se servent quotidiennement d'un ordinateur, de l'Internet et de l'e-mail, et ce, tant dans leur vie professionnelle, que dans le cadre de leurs études ou dans leur sphère familiale. Pour certains groupes, un monde sans PC et sans Internet est inconcevable, mais trop souvent, on part du principe que l'utilisation des nouvelles technologies est répandue de manière générale.

Cependant, tout le monde ne dispose pas du matériel et/ou des connaissances nécessaires pour pouvoir utiliser les opportunités offertes par les nouvelles technologies. Aujourd'hui encore, de nombreux groupes de la population restent exclus de ce nouveau monde pour des raisons sociales, économiques, démographiques ou autres.

La «fracture numérique» ou exclusion numérique est un fait réel. Selon une étude récente, en 2004, 51% des foyers belges sont équipés d'un ordinateur et 40% d'entre eux ont accès à Internet. La Belgique se trouve ainsi en dessous de la moyenne européenne¹ qui est de 53%, et encore bien plus en

¹ IPSOS 2004, «Pc & Internet penetration in Europe and Belgium», Study produced for the European Commission, DG Information Society.

– basissoftware, waaronder minimaal wordt begrepen een besturingssysteem, een internet browser, een kantoor suite en beveiligingssoftware overeenkomstig hetgeen is bepaald in artikel 114, tweede alinea van de wet van 5 juli 2005 betreffende de elektronische communicatie;

– een aansluiting op een breedbandnetwerk, met inbegrip van een abonnement voor 12 maanden;

– een basisopleiding tot het gebruik van computer en internet.

§ 3. De Koning bepaalt bij een besluit met bijlagen, vastgesteld na overleg in de Ministerraad:

1° de nadere erkenningvoorwaarden, de nadere technische normen en kwalitatieve vereisten voor elk van de in §2 bedoelde onderdelen;

2° de procedure die gevolgd moet worden voor het verkrijgen en het behouden van de erkenning bedoeld in §1, met inbegrip van de controlebepalingen;

3° de gevolgen van de erkenning.

«Art. 180. — Met het oog op de toepassing van het in artikel 178ter van titel XV omschreven belastingkrediet en in afwijking van andere wettelijke bepalingen, is het een verkoper van een erkend pakket «Internet voor iedereen» toegelaten een pakket in de handel te brengen, te verkopen en aan te bieden, bestaande uit de in artikel 2, § 2 omschreven onderdelen.»

VERANTWOORDING

Steeds meer mensen gebruiken dagelijks een computer, het internet en e-mail en dit zowel in het professionele leven, bij het studeren als in de thuisfeer. Een wereld zonder pc en internet is voor bepaalde groepen ondenkbaar, maar al te vaak wordt er vanuit gegaan dat het gebruik van de nieuwe technologie algemeen verspreid is.

Echter niet iedereen beschikt over de apparatuur en/of de noodzakelijke kennis om gebruik te kunnen maken van de opportuniteiten die de nieuwe technologie biedt. Nog steeds blijven grote groepen van de bevolking om sociale, economische, demografische en andere redenen afgesloten van deze nieuwe wereld.

De zogenaamde digitale kloof of uitsluiting is inderdaad een feit. Volgens een recente studie is in 2004, 51% van de Belgische huisgezinnen uitgerust met een computer en heeft 40% ervan toegang tot het internet. Hiermee bevindt België zich onder het Europees gemiddelde¹ van 53%, en beduidend on-

¹ IPSOS 2004, «Pc & internetpenetration in Europe and Belgium», Study produced for the European Commission, DG Information Society.

dessous du taux de pénétration de nos voisins néerlandais (65%) et luxembourgeois (56%). Pour 60% des non-utilisateurs d'Internet, le coût est bel et bien un facteur important, et pour plus de 50% des non-utilisateurs, le PC et l'Internet sont trop difficiles².

Des mesures efficaces sont nécessaires pour accroître tant le taux de pénétration des PC que l'accès à l'Internet. L'évolution de notre société industrielle traditionnelle vers une vraie société de la connaissance nécessite en effet de généraliser l'utilisation du PC et de l'Internet. Ces derniers doivent devenir des produits de première nécessité, quelque chose d'aussi courant que l'eau qui coule du robinet ou que l'électricité qui nous permet d'avoir de la lumière. L'Internet et le PC ne peuvent certainement pas devenir le privilège d'un groupe restreint.

L'administration en est tout à fait consciente et souhaite que l'utilisation des nouvelles technologies, qui nous offrent différentes possibilités, devienne une évidence. Afin d'y arriver, des actions s'imposent afin de traiter les causes excluant un grand groupe de la population de ce nouveau monde.

«*On n'aime que ce qu'on connaît*». Nous devons donc veiller à ce que les gens apprennent à connaître les avantages et la nécessité de l'utilisation de l'Internet et des services électroniques dans notre société de la connaissance actuelle.

«*Supprimer les barrières et accroître la sécurité*»: cela signifie qu'il faut apaiser les craintes qui existent envers le PC et l'Internet. La sensibilisation et la formation peuvent y contribuer. D'autant plus que ces craintes sont souvent injustifiées. Evidemment, des risques (nouveaux) sont liés à l'utilisation des nouvelles technologies mais bon nombre d'entre eux peuvent être limités.

«*Démocratiser l'Internet et le PC*». Enfin, nous devons essayer que les groupes de la société qui, aujourd'hui, pour des raisons économiques, sociales ou autres, ne font pas encore partie des internautes et des utilisateurs de PC, se sentent concernés, ainsi que prendre des mesures visant à supprimer ces obstacles économiques et sociaux. Il apparaît que les enfants qui n'ont pas d'ordinateur à domicile, accusent déjà du retard dans l'enseignement primaire, ce qui hypothèque leurs chances futures d'épanouissement et même plus tard leurs chances sur le marché du travail. Les personnes âgées aussi sont concernées: la peur de l'inconnu les fait passer à côté des avantages de la société de l'information.

Dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique précitée, ainsi qu'en vue de la préparation du Sommet mondial sur la Société de l'information à Tunis, le gouvernement fédéral a établi un Plan d'action national d'inclusion numérique, après s'être largement concerté avec les entités fédérées. Le paquet «Internet pour tous» est l'une des actions reprises dans le Plan.

La mesure proposée vise à permettre à un groupe d'utilisateurs aussi large que possible de se procurer, pour une somme relativement basse, matériel et logiciel adaptés à l'état

² Indigov 2005, «Souhaits et attentes des citoyens belges concernant l'e-government», étude réalisée sur ordre de Fedict et du Secrétaire d'Etat à l'Informatisation de l'Etat.

der de pénétration van onze buurlanden Nederland (65%) en Luxemburg (56%). Voor 60% van de niet-gebruikers van het internet is de kostprijs wel degelijk een belangrijke factor en voor meer dan 50% van de niet-gebruikers is pc en internet te moeilijk².

Doeltreffende maatregelen zijn noodzakelijk om zowel de penetratie van pc's als de toegang tot het internet te doen toenemen. De evolutie van onze traditionele industriële samenleving naar een echte kennismaatschappij geeft immers de noodzaak aan om het gebruik van pc en internet zo algemeen mogelijk te maken. PC en internet moeten een utility worden, iets dat zo gewoon is als het water dat uit de kraan vloeit of elektriciteit die ervoor zorgt dat we licht hebben. Internet en pc mogen zeker niet het voorrecht worden van een beperkte groep.

De overheid is zich hiervan ten volle bewust en wil dat het gebruik van de nieuwe technologie welke ons verschillende mogelijkheden biedt, iets vanzelfsprekends wordt. Om hier toe te komen zijn acties nodig die de oorzaken van de uitsluiting van deze nieuwe wereld van een grote groep van mensen, aanpakken.

«*Onbekend is vaak onbemind*», dus moeten we er voor zorgen dat de mensen de voordelen en de noodzaak van het gebruik van internet en elektronische diensten in onze huidige kennismaatschappij leren kennen.

«*Drempels verlagen en veiligheid bevorderen*» wat zoveel betekent als het verminderen van de bestaande vrees voor de pc en het internet. Sensibiliseren en opleiding kunnen daartoe bijdragen. Niet in het minst omdat deze vrees vaak onterecht is. Natuurlijk zijn er (nieuwe) risico's verbonden aan het gebruik van de nieuwe technologie maar ook hier geldt dat veel van deze risico's kunnen worden beperkt.

«*Democratisch maken van internet en pc*». Tenslotte moeten we ernaar streven dat ook die groepen in de samenleving die vandaag omwille van economische, sociale of andere oorzaken nog geen deel uitmaken van de internet- en pc-gebruikers zich aangesproken voelen en aldus maatregelen nemen die deze economische en sociale obstakels kunnen wegnemen. Zo blijkt bijvoorbeeld dat kinderen van gezinnen die thuis geen computer hebben, reeds in het lager onderwijs een achterstand oplopen, hetgeen hun verdere kansen op ontplooiing en zelfs op de latere arbeidsmarkt hypothekeert. Zo ook senioren die omwille van de angst voor het onbekende de voordelen van de informatiemaatschappij links liggen.

In het kader van bovenvermelde strijd tegen de digitale kloof, alsook ter voorbereiding van de Wereldtop over de Informatiemaatschappij te Tunis, heeft de federale regering een Nationaal Actieplan Digitale Insluiting opgesteld, in ruim overleg met de gefedereerde entiteiten. Het «internet voor iedereen»-pakket is één van de acties die in het Plan zijn opgenomen.

De voorgestelde maatregel beoogt een zo ruim mogelijke groep van gebruikers in staat te stellen tegen een relatief beperkte kost apparatuur en software, aangepast aan de hui-

² Indigov 2005, «Wensen en verwachtingen van de Belgische burger inzake e-government», onderzoek uitgevoerd in opdracht van Fedict en de Staatssecretaris voor Informatisering van de Staat.

actuel de la technologie afin que ces utilisateurs puissent se servir de toutes les fonctionnalités essentielles du PC et de l'Internet: l'Internet et l'e-mail, un traitement de texte, une feuille de calcul, une base de données. Nous voulons à tout prix éviter que les gens qui veulent faire partie de la société de l'information ne le fassent pas pour des raisons financières. Un calcul indicatif démontre que le paquet «Internet pour tous» offre au citoyen la possibilité de bénéficier d'une réduction totale d'environ 40% (composée d'un effort du secteur et d'un effort des autorités) sur la valeur marchande actuelle d'une configuration d'ordinateur de bureau et d'une réduction équivalente sur celle d'une configuration d'ordinateur portable.

Mais il ne suffit pas seulement d'être équipé pour atteindre l'objectif mentionné. L'utilisateur doit aussi apprendre à se servir du matériel et des fonctionnalités. La partie «formation» de la mesure est dès lors d'un intérêt essentiel. Stimuler l'achat d'un PC ou essayer d'accroître le taux de pénétration de l'Internet n'est qu'un élément, mais pas une garantie de faire participer les gens à la société de l'information. Nombreux sont les citoyens qui ont peur d'utiliser un ordinateur ou qui ne savent pas s'en servir (qu'ils y aient été initiés ou non). De plus en plus, il s'avère que les gens ont besoin d'un accompagnement, de quelqu'un qui les familiarise avec le PC, qui leur explique personnellement ou non comment s'y prendre, qui leur explique les possibilités du PC et leur montre comment l'utiliser.

L'offre et la vente de matériel informatique et de services Internet est une tâche réservée aux entreprises. Cependant, l'administration désire ici aussi donner un incitant supplémentaire et a dès lors prévu un avantage fiscal pour l'achat d'un paquet «Internet pour tous». Cet avantage fiscal sera introduit par les articles 178bis à 178quinquies du titre XV de la présente loi.

L'avantage fiscal n'est valable que pour les paquets se composant de différentes parties qui, ensemble, parviennent à réaliser l'objectif visé. Outre un ordinateur, un logiciel (de sécurisation) et une connexion à Internet, chaque paquet doit comprendre une formation de base de minimum 4 heures visant à apprendre à l'utilisateur à se servir de l'ordinateur, de l'Internet et de l'e-mail, et visant à aborder les règles de base de la sécurisation.

Chaque entreprise ou fournisseur souhaitant commercialiser un paquet composé de ces éléments peut obtenir une agrégation, pour autant que le paquet réponde à des normes techniques et exigences qualitatives minimales, par exemple sur le plan de la prestation de services aux consommateurs.

Art. 179

Cet article fixe les conditions qu'un paquet doit remplir pour être agréé et être commercialisé sous la dénomination «Internet pour tous» et donc entrer en ligne de compte pour l'octroi d'un avantage fiscal. Le paquet doit plus précisément se composer d'un ordinateur, d'un logiciel, d'une connexion Internet à la large bande pour un an et d'une formation de base relative à l'utilisation de l'ordinateur et d'Internet.

dige stand van de technologie, aan te kopen, zodat de gebruiker alle essentiële functionaliteiten van pc en internet kan gebruiken: internet en e-mail, een tekstverwerker, rekenblad, databank. Te allen prijze willen we vermijden dat mensen die deel willen uitmaken van de Informatiemaatschappij dit niet zouden kunnen omwille van financiële redenen. Een indicatieve berekening toont aan dat het «internet voor iedereen»-pakket de mogelijkheid biedt aan de burger om te genieten van een totale korting ten belope van ongeveer 40% (bestaande uit een inspanning van de sector en een inspanning van de overheid) op de huidige marktwaarde voor een desktopconfiguratie en een gelijkaardige korting voor een laptopconfiguratie.

Maar uitrusting op zich is niet voldoende om vermelde doelstelling te bereiken. De gebruiker moet ook leren omgaan met de apparatuur en de functionaliteiten kunnen gebruiken. De opleidingscomponent van de maatregel is daarom van essentieel belang. De aankoop van een computer stimuleren of de internetpenetratiegraad trachten te verhogen, is slechts één element, maar geen garantie om mensen te laten deel uitmaken van de informatiemaatschappij. Tal van mensen vertonen een angst of weten niet om te gaan met een pc (ongeacht of zij bemiddeld zijn of niet). Meer en meer blijkt dat mensen behoefte hebben aan begeleiding, aan iemand die hen vertrouwd maakt met de pc, al dan niet persoonlijk uitleg geeft hoe ermee om te gaan en de mogelijkheden ervan aantoont en leert te gebruiken.

Het aanbieden en verkopen van computerapparatuur en internetdiensten is een taak die is voorbehouden aan de ondernemingen. Maar ook de overheid wil hier een extra stimulans geven en heeft daarom voorzien in een fiscale begunstiging van de aankoop van een «internet voor iedereen»-pakket. Deze fiscale begunstiging wordt ingevoerd door de artikelen 178bis tot 178quinquies van titel XV van deze wet.

De fiscale begunstiging geldt enkel voor pakketten die zijn samengesteld uit verschillende componenten die samen, de beoogde doelstelling kunnen bereiken. Naast een computer, (beveiligings-) software en een internetaansluiting bevat elk pakket een basisopleiding van minimaal 4 uur waarin de gebruiker leert omgaan met de computer, met internet en e-mail, en waarin de basisregels van beveiliging aan bod moeten komen.

Elke onderneming of leverancier die een pakket, dat is samengesteld uit deze componenten, in de handel wenst te brengen, kan een erkenning krijgen, voor zover het pakket voldoet aan minimale technische normen en kwalitatieve vereisten, bijvoorbeeld op het vlak van de dienstverlening aan de consument.

Art. 179

Dit artikel bepaalt de voorwaarden waaraan een pakket moet voldoen om erkend te worden en onder de benaming «Internet voor iedereen» in de handel te kunnen worden gebracht en dus voor fiscale begunstiging in aanmerking te komen. Meer bepaald moet het pakket worden samengesteld uit een computer, software, een breedbandinternetaansluiting voor een jaar en een basisopleiding tot het gebruik van de computer en internet.

En outre, chacun de ces éléments doit répondre aux normes techniques et aux exigences qualitatives, afin de garantir que le paquet pourra être installé et utilisé simplement par le citoyen. Le contenu du paquet devra être tel que le citoyen soit suffisamment équipé et informé pour pouvoir utiliser toutes les fonctionnalités de base et applications courantes du PC et de l'Internet. C'est justement par la combinaison de ces éléments constitutifs que cette garantie sera offerte et que les objectifs précités pourront être réalisés. L'offre d'un paquet unique comprenant tous les éléments nécessaires, à un seul moment et à un seul endroit, accroîtra en effet l'accessibilité et répondra en grande mesure à la demande actuelle des consommateurs. En effet, on ne peut pas perdre de vue que l'achat de matériel, logiciel et services Internet, est, en raison de la répartition de principe de l'offre, considéré comme trop complexe pour certaines groupes de la société. Cette complexité supposée ou non ne peut empêcher certaines personnes de faire le pas vers le nouveau monde. Par ailleurs, en mettant l'accent sur l'aspect «formation», la mesure vise précisément à accompagner ces personnes.

Le Roi est chargé de fixer la procédure d'agrément et de déterminer les normes techniques et critères qualitatifs. Ici, il faut tenir compte des normes et critères qui s'appliquent pour les configurations et services Internet offerts actuellement sur le marché. En outre, il faut aussi tenir compte de la capacité que les applications moyennes (p.ex. applications Internet) exigent et de leur évolution attendue à court et moyen terme. On ne peut en effet pas oublier que la durée de vie moyenne d'un ordinateur est de 5 ans et que la composition du paquet doit donc suffisamment tenir compte de l'évolution attendue dans les années à venir.

La mesure est limitée dans le temps. C'est pourquoi il est prévu que toute agrément d'un paquet qui est fournie sur la base de loi et de ses arrêtés d'exécution expire à partir du 1^{er} janvier 2007.

Art. 180

En raison du fait que les objectifs précités ne peuvent être atteints de manière optimale qu'en combinant les différents éléments, on prévoit la possibilité de commercialiser un paquet, composé des éléments prévus par la loi.

Le ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

Bovendien moet elk van deze componenten voldoen aan de technische normen en kwalitatieve vereisten, waardoor wordt gegarandeerd dat het pakket door de burger op eenvoudige wijze kan worden geïnstalleerd en gebruikt. Het pakket zorgt ervoor dat de burger voldoende is uitgerust én geïnformeerd om alle basisfunctionaliteiten en gangbare toepassingen van PC en internet te kunnen gebruiken. Het is juist door de combinatie van de samenstellende elementen dat deze garantie wordt geboden en dat de eerder vermelde doelstellingen kunnen worden gerealiseerd. Het aanbieden van één pakket met daarin alle noodzakelijke componenten, op één ogenblik en plaats, verhoogt inderdaad de toegankelijkheid en komt in grote mate tegemoet aan de bestaande vraag van de consument. Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat de aankoop van apparatuur, software en internetdiensten, wegens de principiële spreiding van het aanbod, voor een aantal groepen in de samenleving als te complex wordt beschouwd. Deze al dan niet veronderstelde complexiteit mag er niet toe leiden dat mensen de stap naar de nieuwe wereld niet zetten. Door bovendien de nadruk te leggen op het aspect opleiding beoogt de maatregel deze mensen in het bijzonder te begeleiden.

Het vaststellen van de procedure van erkenning wordt opgedragen aan de Koning, evenals het bepalen van de technische normen en kwalitatieve criteria. Hierbij moet rekening worden gehouden met de normen en criteria die gelden voor de vandaag op de markt aangeboden configuraties en internetdiensten. Daarenboven moet eveneens rekening worden gehouden met de capaciteit die de modale toepassingen (bv. internettoepassingen) vereisen en met de verwachte evolutie daarvan op korte en middellange termijn. Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat de gemiddelde levensduur van een computer 5 jaar bedraagt, zodat de samenstelling van het pakket voldoende rekening dient te houden met de verwachte evolutie in de komende jaren.

De maatregel is beperkt in de tijd. Vandaar dat wordt voorzien dat elke erkenning van een pakket die op grond van de wet en haar uitvoeringsbesluiten werd verleend, vervalt met ingang van 1 januari 2007.

Art. 180

Omwille van het feit dat de eerder vermelde doelstellingen slechts optimaal kunnen worden bereikt door de combinatie van de verschillende elementen, wordt voorzien in de mogelijkheid om een pakket, samengesteld uit de door de wet bepaalde componenten in de handel te brengen.

De minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N° Avis 39.280/1

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi, le 20 octobre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant projet de loi «visant à promouvoir l'utilisation de l'ordinateur et de l'Internet», a donné le 10 novembre 2005 l'avis suivant:

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET DE LOI

L'avant-projet de loi soumis pour avis vise à fixer les conditions dans lesquelles un «package», composé d'un ordinateur, d'un logiciel, d'une connexion à large bande à Internet et d'une formation de base, peut être agréé en vue de bénéficier d'un avantage fiscal sous forme d'un crédit d'impôt.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Le régime de l'avantage fiscal fait l'objet d'un avant-projet de loi distinct, qui est également soumis pour avis (voir l'avis 39.294/1 qui est donné ce jour). On n'aperçoit cependant pas pourquoi les deux projets, qui doivent être lus conjointement, ne sont pas rassemblés en un seul.

En outre, les dispositions en projet sont effectivement liées à l'avantage fiscal, mais leur application n'est pas formellement limitée dans le temps. Il faudrait donc mieux faire concorder les effets de l'agrément avec la durée de l'avantage fiscal. On pourrait par exemple choisir d'insérer une disposition prévoyant que les agréments prennent fin le 1^{er} janvier 2007.

EXAMEN DU TEXTE

Intitulé

Dans le texte néerlandais de l'intitulé, il faut supprimer le mot «tot».

Article 2

1. Il est recommandé d'utiliser le mot «paquet» dans le texte français de l'article 2 au lieu du mot «package». Le projet 39.294/1 fait d'ailleurs usage de ce terme.

2. Au paragraphe 1^{er}, mieux vaut remplacer les mots «pour autant que chacun de ces éléments réponde séparément aux normes techniques et exigences de qualité fixées» par les mots «répond aux conditions, normes et exigences fixées conformément au § 3». Les paragraphes 3 et 4 pourront alors être remplacés par un paragraphe unique, énoncé comme suit:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
Nr. ADVIES 39.280/1

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 20 oktober 2005 door de Minister van Werk verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet «om het gebruik van de computer en het internet aan te moedigen», heeft op 10 november 2005 het volgende advies gegeven:

STREKKING VAN HET VOORONTWERP VAN WET

Het om advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt ertoe de erkenningsvoorwaarden vast te stellen volgens welke een pakket, bestaande uit een computer, software, een breedbandaansluiting op internet en een basisopleiding, erkend kan worden met het oog op een fiscale begunstiging door middel van een belastingskrediet.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

De regeling voor de fiscale begunstiging maakt het voorwerp uit van een apart voorontwerp van wet, dat eveneens om advies wordt voorgelegd (zie het advies 39.294/1 dat heden wordt uitgebracht). Het valt echter niet in te zien waarom beide ontwerpen, die in samenhang gelezen moeten worden, niet in één ontwerp worden samengebracht.

Daarenboven wordt de ontworpen regeling wel gekoppeld aan het belastingvoordeel, maar is de werking ervan in de tijd niet formeel beperkt. De gevolgen van de erkenning zouden daarom beter moeten worden afgestemd op de duurtijd van het fiscale voordeel. Men zou er bijvoorbeeld voor kunnen opteren een bepaling op te nemen waarin wordt gesteld dat de erkenningen vervallen met ingang van 1 januari 2007.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Opschrift

In de Nederlandse tekst van het opschrift dient het woord «tot» te worden geschrapt.

Artikel 2

1. Het verdient aanbeveling in de Franse tekst van artikel 2 het woord «paquet» te gebruiken in plaats van het woord «package». In het ontwerp 39.294/1 wordt dat woord overigens gebruikt.

2. In paragraaf 1 kunnen de woorden «voor zover elk van deze elementen afzonderlijk aan de vastgestelde technische normen en kwalitatieve vereisten voldoet» beter worden vervangen door de woorden «voldoet aan de voorwaarden, normen en vereisten vastgesteld overeenkomstig § 3». De paragrafen 3 en 4 kunnen dan worden vervangen door één paragraaf, luidende:

«§ 3. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres:

1° les conditions particulières d'agrément, les normes techniques précises et les exigences de qualité pour chacun des éléments visés au § 2;

2° la procédure qui doit être suivie pour obtenir et conserver l'agrément visé au § 1^{er};

3° les conséquences de l'agrément» ⁽¹⁾.

En ce qui concerne les conséquences de l'agrément (voir la proposition de texte, 3°), il faut cependant observer que celles-ci sont réglées pour l'essentiel dans le projet 39.294/1. Il est préférable d'en faire explicitement mention dans la mesure où il s'agit des conditions de maintien de l'agrément.

En ce qui concerne les dispositions de contrôle et les dispositions pénales, il faut se référer au principe de légalité en matière pénale (article 14 de la Constitution). De manière plus générale, il serait préférable de prévoir une base légale expresse pour les sanctions financières, même si elles ne sont pas de nature pénale. Le projet doit être complété sur ce point.

3. Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 2, il faut remplacer le mot «productiviteitssuite» par un terme ou une périphrase précisant davantage l'objectif. Le terme «suite» n'a en l'espèce aucune des significations usuelles attesté par le dictionnaire *van Dale*, de sorte que sa portée n'est pas claire.

4. Au paragraphe 2, il serait préférable de faire état d'un réseau à large bande étant donné que notre pays compte plusieurs fournisseurs de réseaux à large bande.

Article 3

Le délégué a confirmé que les mots «par dérogation aux autres dispositions légales» font en fait référence à l'interdiction de fournir conjointement des produits et des services (vente couplée). Mieux vaut dès lors indiquer expressément qu'il est dérogé à l'article 54 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur qui prévoit cette interdiction.

⁽¹⁾ Contrairement au texte français, le texte néerlandais du paragraphe 3 laisse une trop grande marge d'appréciation au Roi, dès lors que de nouvelles conditions d'agrément peuvent être ajoutées. Afin de se conformer aux règles applicables aux délégations au Roi dans notre système juridique, on s'est fondé sur le texte français du projet pour la proposition de texte.

«§ 3. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad:

1° de nadere erkenningsvoorwaarden, de nadere technische normen en kwalitatieve vereisten voor elk van de in § 2 bedoelde onderdelen;

2° de procedure die gevolgd moet worden voor het verkrijgen en het behouden van de erkenning bedoeld in § 1;

3° de gevolgen van de erkenning» ⁽¹⁾.

Wat de gevolgen van de erkenning betreft (zie het tekstvoorstel, 3°) moet evenwel worden opgemerkt dat die in hoofdzaak worden geregeld in het ontwerp 39.294/1. In de mate dat het gaat om de voorwaarden voor het behoud van de erkenning, kan dit beter uitdrukkelijk worden vermeld.

Wat de controle en strafbepalingen betreft, moet worden gewezen op het legaliteitsbeginsel in strafzaken (artikel 14 van de Grondwet). Meer in het algemeen zou voor financiële sancties, ook indien ze niet van strafrechtelijke aard zijn, beter in een uitdrukkelijke wettelijke basis worden voorzien. Op dit punt is het ontwerp aan aanvulling toe.

3. In de Nederlandse tekst van artikel 2, § 2, dient de term «productiviteitssuite» te worden vervangen door een term of een omschrijving die duidelijker de bedoeling weergeeft. Geen van de volgens het «*van Dale*-woordenboek» gebruikelijke betekenissen van het woord «suite» wordt hier bedoeld, zodat de draagwijdte van de term onduidelijk is.

4. In paragraaf 2 kan men beter gewag maken van «een» breedbandnetwerk, aangezien er in ons land verschillende aanbieders van breedbandnetwerken actief zijn.

Artikel 3

De gemachtigde bevestigde dat met de woorden «in afwijking van andere wettelijke bepalingen», eigenlijk verwezen wordt naar het verbod van het gezamenlijk aanbieden van producten en diensten (koppelverkoop). Er kan dan ook beter uitdrukkelijk melding van worden gemaakt dat afgeweken wordt van artikel 54 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, waarin dat verbod is opgenomen.

⁽¹⁾ De Nederlandse tekst van paragraaf 3 laat, in tegenstelling tot de Franse tekst, teveel beoordelingsruimte voor de Koning doordat nieuwe erkenningsvoorwaarden kunnen worden toegevoegd. Teneinde in overeenstemming te zijn met de regels die in ons rechtsbestel gelden voor delegaties aan de Koning, is voor het tekstvoorstel uitgegaan van de Franse tekst van het ontwerp.

La chambre était composée de

Messieurs

M. VAN DAMME, président de chambre,

J. BAERT,
W. VAN VAERENBERGH, conseillers d'État,

A. SPRUYT,
M. TISON, assesseurs de la section de législation,

Madame

A. BECKERS, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. BAERT.

LE GREFFIER,

A. BECKERS

LE PRÉSIDENT,

M. VAN DAMME

De kamer was samengesteld uit

de Heren

M. VAN DAMME, kamervoorzitter,

J. BAERT,
W. VAN VARENBERGH, staatsraden,

A. SPRUYT,
M. TISON, assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw

A. BECKERS, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VAN NIEUWENHOVE, auditeur.

DE GRIFFIER,

A. BECKERS

DE VOORZITTER,

M. VAN DAMME